

Le Québec et la fédération canadienne

M. Pierre Trudeau: « Comment prétendre que les idées fédéralistes ont été rejetées? »



Au cours du voyage officiel qu'il a fait en France en mai dernier, M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a eu plusieurs occasions de répondre aux questions des journalistes sur la situation créée par l'accession au pouvoir, au Québec, d'un parti fondé en vue d'obtenir la souveraineté politique de la province (1). Nous donnons ici des extraits des déclarations de M. Trudeau.

Pourquoi voir dans le résultat des élections de novembre 1976 un virage subit des Québécois vers le séparatisme? En 1970, le parti québécois avait compté gagner les élections en prêchant l'indépendance. Il a échoué. En 1973, il a de nouveau tenté de gagner les élections en prêchant l'indépendance. De nouveau, il a échoué. En 1976, les dirigeants du parti québécois ont pensé: « Nous ne ferons pas trois fois la même erreur; nous n'allons pas chercher à prendre le pouvoir en prêchant l'indépendance, mais en affirmant qu'on va faire un gouvernement meilleur et une bonne administration. Si on veut parler d'indépendance, on le fera dans quelques années, par voie de référendum ». Comment prétendre que les idées fédéralistes ont été rejetées par la majorité québécoise? Je pense exactement le contraire; le parti québécois a enfin reconnu que les Québécois, dans leur majorité, ne voulaient pas de l'indépendance (...). Personnellement, j'accueille la victoire du parti québécois comme une chose excellente pour le Canada. Depuis cent dix ans, nous n'avons pas eu à choisir notre destinée. Elle nous avait été donnée, comme cela, au hasard de l'immigration

et du développement géographique. Aujourd'hui, nous avons cette occasion.

En fait, la grande crainte des Québécois est que la langue française soit condamnée à terme au Québec à cause de l'immigration d'Italiens, d'Espagnols, etc., qui deviennent anglophones à la deuxième génération. Si on pouvait convaincre les Québécois que, dans un siècle, le Québec sera francophone à 80 p. 100, comme il l'est maintenant, je



« Tous les fédéralistes, surtout s'ils viennent du Québec, veulent un Québec fort, un Québec où la langue française s'épanouira, qui sera une société dont la culture sera solidement assise, sans quoi le Canada que je connais n'a pas de sens. Alors, que le Québec ait des relations privilégiées avec la France, comme l'Ontario en a avec l'Angleterre et les Etats-Unis, tant mieux. L'important c'est que ni l'Ontario ni le Québec ne dise: ces relations privilégiées nous amènent à briser le pays ».

crois qu'on les rassurerait tout à fait. Ils pensent que la seule possibilité de s'assurer d'être encore Français dans un siècle, c'est d'être séparés du Canada. Peut-on leur garantir cela par un moyen légal ou politique quelconque?

La thèse selon laquelle le Québec est une société sui generis et qu'il doit être indépendant parce qu'il est un peuple, avec un territoire, qu'il a une langue, une culture, c'est le résultat de ... cent dix ans de fédéralisme. Que voulez-vous de plus? Le droit pour le Québec d'avoir un ambassadeur à Paris?

Le Québec ne s'est donné un ministère de l'éducation qu'en 1963. D'autres provinces ne l'avaient pas attendu. Nos

prédécesseurs au gouvernement fédéral ont créé dès 1935 Radio-Canada qui a répandu la langue française plus que trois cents ans d'éducation au Québec. L'Office national du film, qui est un organisme fédéral, a fait aussi beaucoup pour les cinéastes francophones. Le Conseil des arts, autre organisme fédéral, a fait autant pour le théâtre francophone, les études scientifiques et littéraires francophones, que tout autre ministère de la province de Québec.

Quand j'étais professeur de droit constitutionnel, je demandais à mes étudiants séparatistes: « Pourquoi êtes-



M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada.

vous séparatistes? Parce qu'il faut faire du Québec une province francophone? Eh bien, vous pouvez le faire ». Et, effectivement, ils l'ont fait. Il faut que le Québec soit unilingue français comme l'Ontario est unilingue anglais. Il faut qu'il soit massivement francophone, autrement notre présence à Ottawa n'aurait pas de sens. ■

1. Aux élections du 15 novembre 1976, le parti québécois a obtenu à l'assemblée nationale du Québec, avec 41,1 p. 100 des suffrages exprimés, près des deux tiers des sièges. Voir Canada d'aujourd'hui, avril 1977.